



# Le Baromètre des Décideurs

Viavoice - HEC Paris - *Le Figaro* - BFM Business

Mars 2019



**Viavoice Paris**

Études Conseil Stratégie

[www.institut-viavoice.com](http://www.institut-viavoice.com)

9 rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90

François Miquet-Marty, Stewart Chau

## Sommaire et modalités de réalisation

---

### Principaux enseignements

- 4. Synthèse des enseignements
- 6. Indice du « Moral des décideurs »

### Indicateurs conjoncturels

- 9. Niveau de vie en France
- 10. Chômage en France
- 11. Situation financière personnelle
- 12. Motivation des collaborateurs
- 13. Opportunités professionnelles

### Questions d'actualité

- 15. Les mesures souhaitées en faveur du pouvoir d'achat
- 16. L'impact sur le déficit public
- 17. La nécessité d'agir pour réduire la dépense publique
- 18. Les mesures prioritaires pour réduire la dépense publique
- 19. Le rythme souhaité des réformes
- 20. Les réformes prioritaires

Étude réalisée par Viavoice pour HEC Paris, *Le Figaro* et BFM Business.

Interviews effectuées en ligne du 15 au 18 mars 2019 auprès de :

- Un **échantillon de 400 décideurs**, représentatif de la population des cadres résidant en France métropolitaine. Représentativité par la méthode des quotas, appliquée aux critères suivants : sexe, âge, secteur public ou secteur privé.
- Un **échantillon grand public de 1001 personnes**, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine. Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.

*Les évolutions mentionnées dans ce rapport sont issues des précédentes vagues du Baromètre des Décideurs, réalisées par Viavoice pour HEC depuis février 2004.*



## PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

## Synthèse des enseignements (1/2)

---

### À l'issue du grand débat national : **Des attentes fortes dans l'opinion publique à la fois en matière de pouvoir d'achat et de baisse des dépenses publiques**

Avec un contexte social marqué depuis maintenant plusieurs mois par les mobilisations des gilets jaunes, et plus récemment par l'issue incertaine du grand débat lancé par le Président de la République, tout laissait à penser que l'opinion publique exprimerait au mois de mars de vives appréhensions en l'avenir.

Pourtant, les résultats de notre étude témoignent d'une toute autre perception. En effet, en dépit d'une actualité toujours « mouvementée », les perspectives des différents acteurs économiques est plutôt à l'amélioration, voire à une nouvelle dynamique.

En particulier, l'indice du moral des décideurs gagne 7 points et enrayer sa chute ininterrompue entre juillet 2018 et janvier 2019, venant confirmer la récente révision à la hausse de la croissance française pour l'année 2019.

### **Des Français et des décideurs plus optimistes pour l'avenir, et moins inquiets de voir leur niveau de vie se dégrader**

Ce retour d'une dynamique positive est en outre mesurée sur différents indicateurs, bien au-delà de la croissance. Elle se nourrit ainsi d'une amélioration des perspectives à la fois sur le plan macro-économique et sur le plan personnel.

Sur le plan particulièrement sensible du pouvoir d'achat, notamment, l'idée selon laquelle le niveau de vie en France « se dégradera » d'ici un an est ainsi en baisse autant parmi les décideurs (42 %, -6) que parmi le grand public (53 %, -3).

Mais c'est sur le plan personnel que la baisse des inquiétudes est la plus marquée, avec « seulement » 42 % des Français qui appréhendent une dégradation de leurs finances personnelles dans les mois à venir, contre 57 % en novembre juste avant le début du mouvement des gilets jaunes. Les mesures décidées par le Président de la République en faveur du pouvoir d'achat début décembre semblent donc bel et bien perçues par l'opinion publique, avec une baisse des inquiétudes de 15 points en quelques mois.

On retrouve cette inflexion des inquiétudes concernant les projections sur le chômage : 24 % des décideurs et 16 % du grand public prévoient une diminution du nombre de chômeurs en France dans les mois à venir, des chiffres certes d'ampleur limitée mais en hausse significative, respectivement de 9 points et 5 points depuis janvier.

## Synthèse des enseignements (2/2)

---

### Des attentes en matière de pouvoir d'achat mais aussi pour réduire la dépense publique

En dépit de ces améliorations perçues, les attentes restent fortes concernant l'amélioration du pouvoir d'achat à l'issue du grand débat national. Les trois quarts des Français (74 %) souhaitent ainsi qu'Emmanuel Macron prenne de nouvelles mesures en ce sens « car il faut redonner du pouvoir d'achat à certaines catégories de Français après le mouvement des gilets jaunes ». Cette proportion reste également majoritaire parmi les décideurs (62 %), signe, là aussi, que l'ensemble des Français n'ignorent pas les clivages existants entre certaines tranches de la population aux situations socio-économiques divergentes.

Toutefois, en parallèle de ces mesures attendues pour le pouvoir d'achat, les Français restent attentifs à la dépense publique qui pose deux enjeux majeurs : celui des recettes et des dépenses existantes d'une part, et celui de leur répartition d'autre part.

Ainsi la question du déficit public représente une crainte partagée par une grande majorité au regard d'une dette déjà élevée : 67 % des décideurs et 64 % du grand public seraient inquiets à l'idée que puissent être prises des mesures qui creuseraient le déficit public, plaidant donc davantage pour des mesures de hausse du pouvoir d'achat sans coût induit pour les finances publiques (hausse du SMIC ou des salaires par exemple).

Par ailleurs, décideurs (65 %) comme grand public (69 %) attendent également des actions claires de la part du gouvernement pour réduire la dépense publique à l'issue du grand débat, jugeant qu'il s'agit d'une priorité actuelle, notamment à travers une réduction des dépenses de fonctionnement de l'Etat.

### Une divergence entre grand public et décideurs sur l'agenda des réformes

Si les Français plaident donc de manière consensuelle pour des mesures fortes à l'issue du grand débat national sur les différents enjeux évoqués, un clivage s'observe entre décideurs et grand public quant à l'agenda souhaité des réformes à venir.

À ce titre, si 63 % des décideurs estiment que le gouvernement doit poursuivre les réformes, seuls 48 % des Français partagent cet avis, et 42 % plaident au contraire pour une suspension des réformes prévues actuellement (retraites, fonction publique, assurance-chômage) puisque celles-ci tendraient à alimenter la colère sociale.

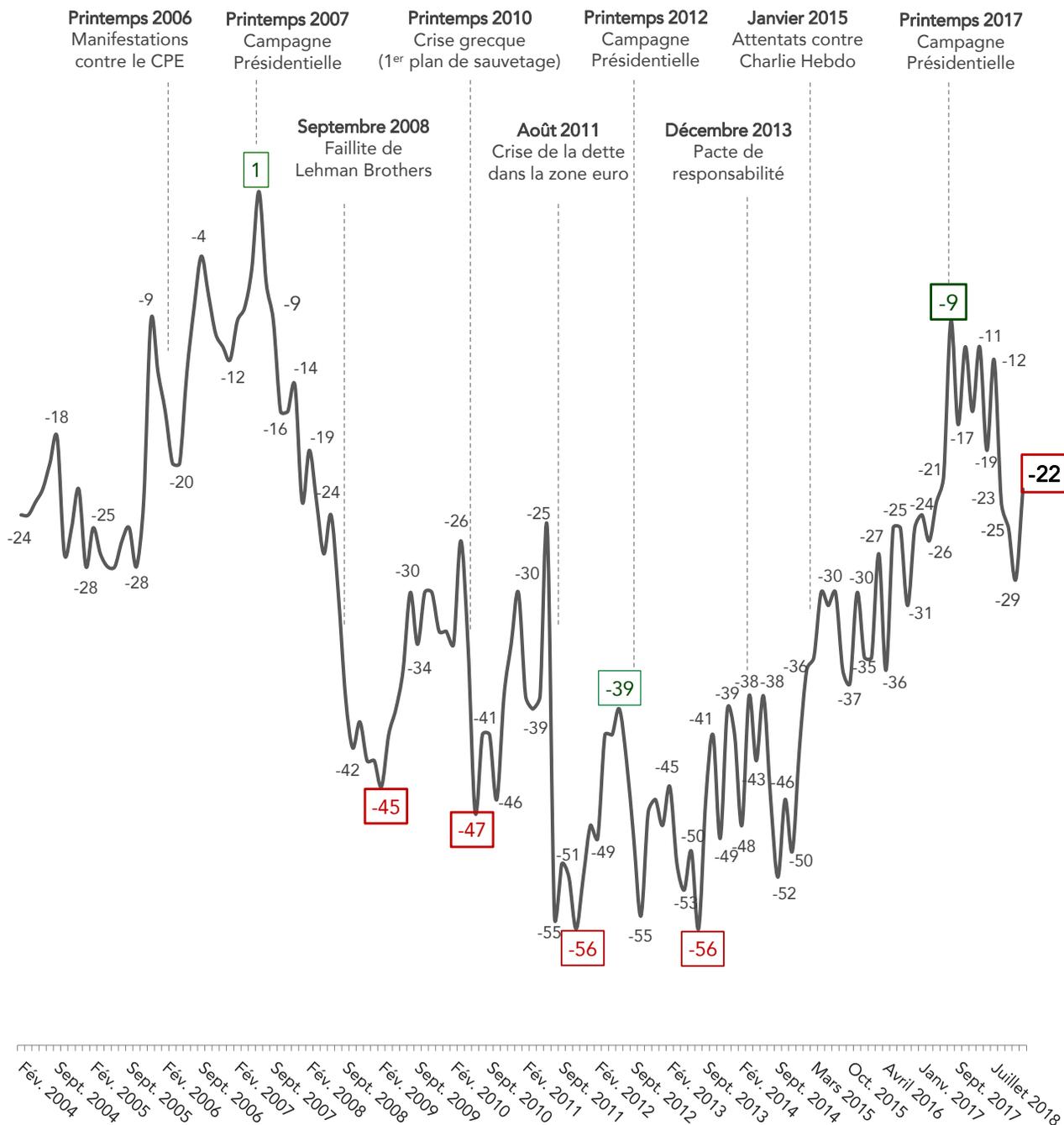
Dès lors, si à l'issue du grand débat national des enjeux d'avenir semblent clairement identifiés – et partagés – par les Français, la question de la méthode et de l'agenda reste donc cruciale pour accompagner l'éclosion d'un renouveau positif dans l'opinion publique.

François Miquet-Marty  
Président

Stewart Chau  
Consultant

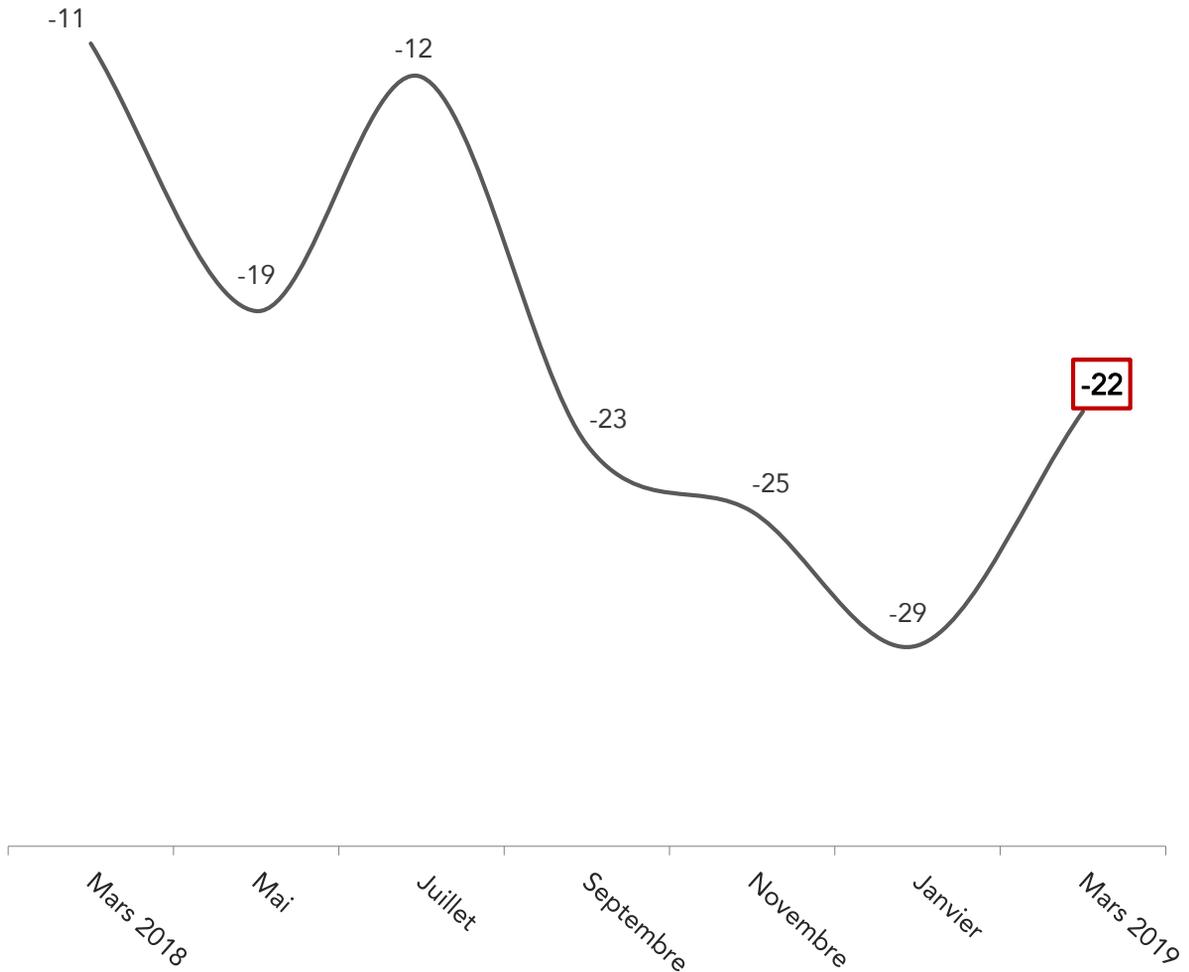


## Indice du « Moral des décideurs » depuis 2004



L'indice synthétique du « Moral des décideurs » est la moyenne des indices recueillis sur chacune des questions récurrentes. Pour chaque question, l'indice est la différence du pourcentage de réponses positives et de réponses négatives.

## Indice du « Moral des décideurs » depuis un an



L'indice synthétique du « Moral des décideurs » est la moyenne des indices recueillis sur chacune des questions récurrentes. Pour chaque question, l'indice est la différence du pourcentage de réponses positives et de réponses négatives.



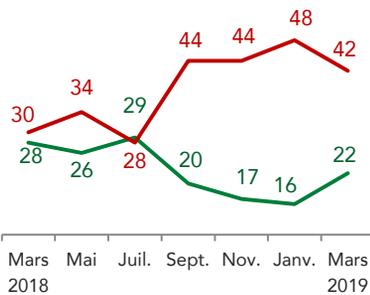
## INDICATEURS CONJONCTURELS

## Niveau de vie en France

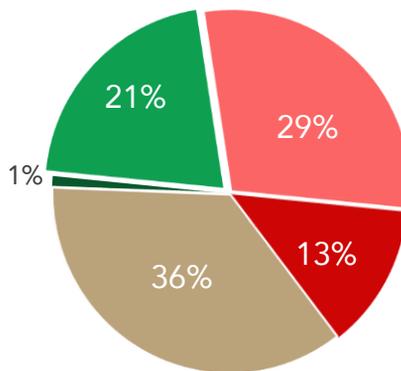
Pensez-vous que d'ici un an, le niveau de vie en France dans l'ensemble... ?

### Décideurs

Sous-total  
« S'améliorera » 22 %  
(+6 depuis janvier)



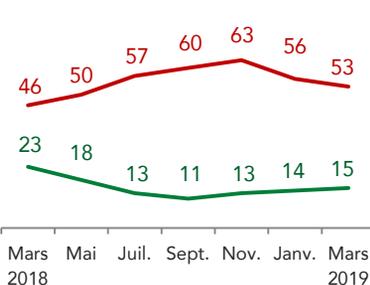
Sous-total  
« Se dégradera » 42 %  
(-6 depuis janvier)



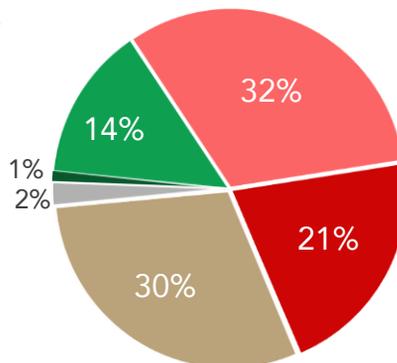
- S'améliorera nettement
- S'améliorera un peu
- Se dégradera un peu
- Se dégradera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

### Grand public

Sous-total  
« S'améliorera » 15 %  
(+1 depuis janvier)



Sous-total  
« Se dégradera » 53 %  
(-3 depuis janvier)



- S'améliorera nettement
- S'améliorera un peu
- Se dégradera un peu
- Se dégradera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

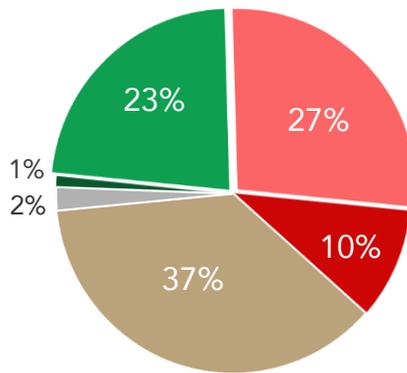
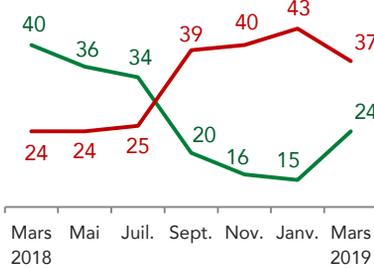
## Chômage en France

Pensez-vous que dans les mois qui viennent, le nombre de chômeurs en France... ?

### Décideurs

Sous-total  
« Diminuera » 24 %  
(+9 depuis janvier)

Sous-total  
« Augmentera » 37 %  
(-6 depuis janvier)

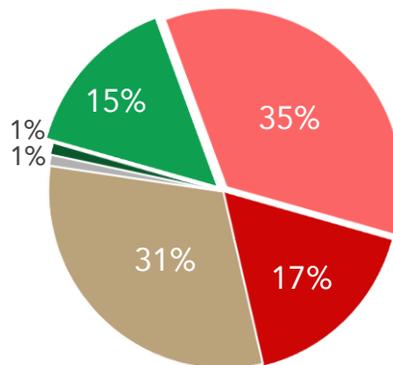
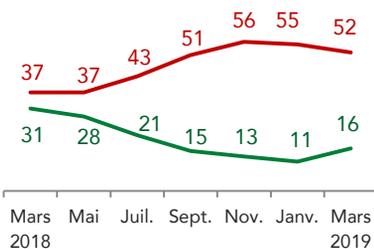


- Diminuera nettement
- Diminuera un peu
- Augmentera un peu
- Augmentera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

### Grand public

Sous-total  
« Diminuera » 16 %  
(+5 depuis janvier)

Sous-total  
« Augmentera » 52 %  
(-3 depuis janvier)



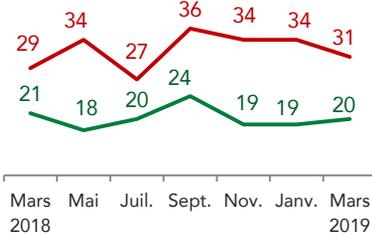
- Diminuera nettement
- Diminuera un peu
- Augmentera un peu
- Augmentera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

## Situation financière personnelle

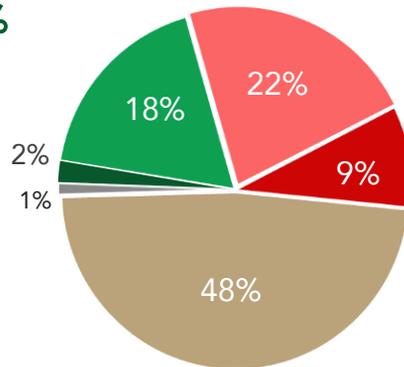
Croyez-vous que dans les mois qui viennent, votre situation financière... ?

### Décideurs

Sous-total  
« Va s'améliorer » 20 %  
(+1 depuis janvier)



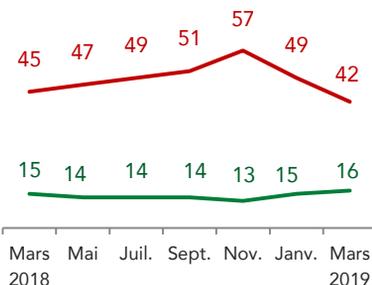
Sous-total  
« Va se dégrader » 31 %  
(-3 depuis janvier)



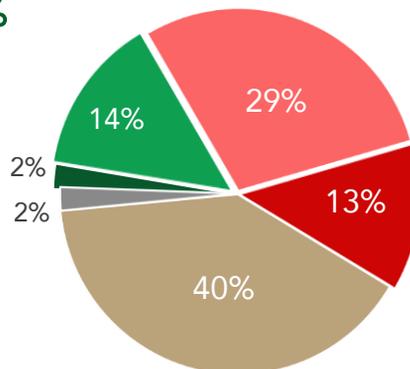
- Va s'améliorer nettement
- Va s'améliorer un peu
- Va se dégrader un peu
- Va se dégrader nettement
- Va rester stationnaire
- Non réponse

### Grand public

Sous-total  
« Va s'améliorer » 16 %  
(+1 depuis janvier)



Sous-total  
« Va se dégrader » 42 %  
(-7 depuis janvier)



- Va s'améliorer nettement
- Va s'améliorer un peu
- Va se dégrader un peu
- Va se dégrader nettement
- Va rester stationnaire
- Non réponse



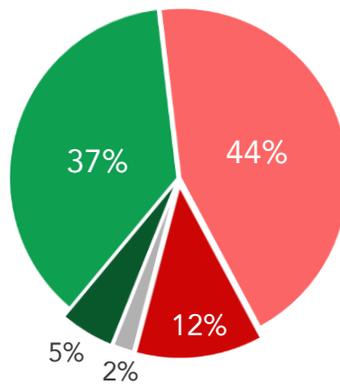
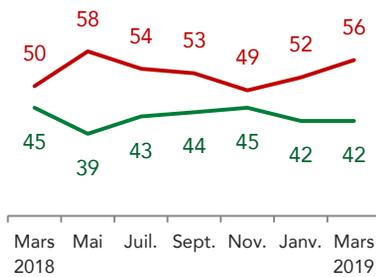
## Motivation des collaborateurs

De manière générale, diriez-vous que vos collaborateurs sont actuellement... ?

### Décideurs

Sous-total  
« **Motivés** » **42 %**  
(stable depuis janvier)

Sous-total  
« **Pas motivés** » **56 %**  
(+4 depuis janvier)

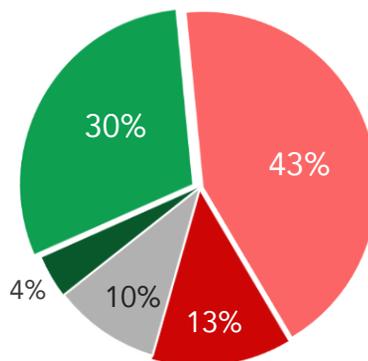
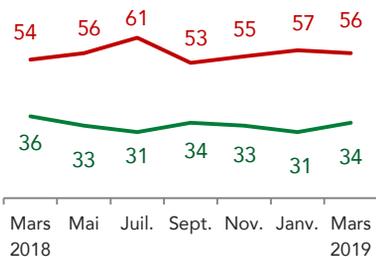


- Très motivés
- Assez motivés
- Pas vraiment motivés
- Pas du tout motivés
- Non réponse

### Grand public \*

Sous-total  
« **Motivés** » **34 %**  
(+3 depuis janvier)

Sous-total  
« **Pas motivés** » **56 %**  
(-1 depuis janvier)



- Très motivés
- Assez motivés
- Pas vraiment motivés
- Pas du tout motivés
- Non réponse



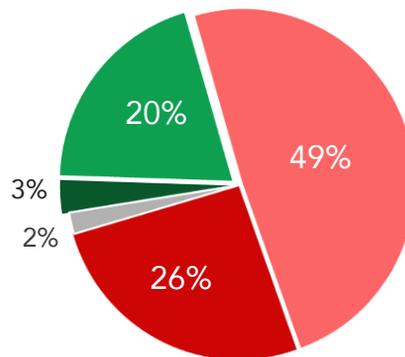
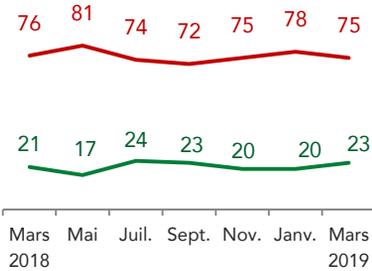
(\*) Question posée uniquement aux actifs

## Opportunités professionnelles

Diriez-vous que les opportunités pour faire progresser votre carrière dans les mois qui viennent sont... ?

### Décideurs

Sous-total  
« Importantes » 23 %  
(+3 depuis janvier)

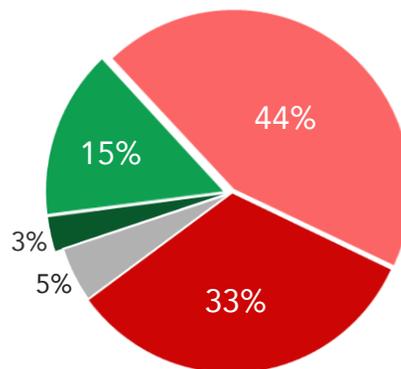
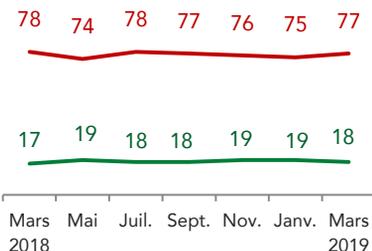


Sous-total  
« Faibles » 75 %  
(-3 depuis janvier)

- Très importantes
- Plutôt importantes
- Plutôt faibles
- Inexistantes
- Non réponse

### Grand public \*

Sous-total  
« Importantes » 18 %  
(-1 depuis janvier)



Sous-total  
« Faibles » 77 %  
(+2 depuis janvier)

- Très importantes
- Plutôt importantes
- Plutôt faibles
- Inexistantes
- Non réponse



(\*) Question posée uniquement aux actifs



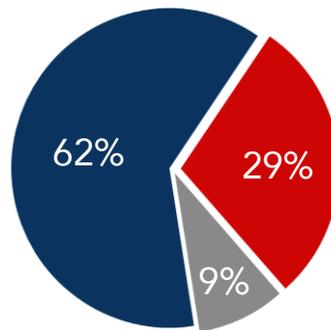
**QUESTIONS D'ACTUALITÉ :**  
Les orientations économiques et sociales  
à l'issue du grand débat

## Les mesures souhaitées en faveur du pouvoir d'achat

Selon vous, Emmanuel Macron doit-il prendre de nouvelles mesures en faveur du pouvoir d'achat à l'issue du grand débat national ?

### Décideurs

**Oui**, car il faut redonner du pouvoir d'achat à certaines catégories de Français après le mouvement des gilets jaunes

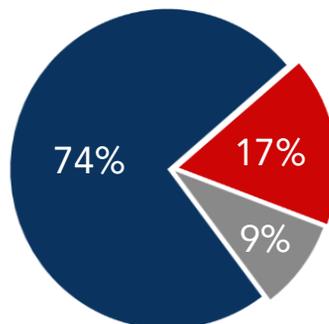


Non réponse

**Non**, car il a déjà annoncé plus de 10 milliards d'euros de mesures en décembre avant le grand débat national

### Grand public

**Oui**, car il faut redonner du pouvoir d'achat à certaines catégories de Français après le mouvement des gilets jaunes



Non réponse

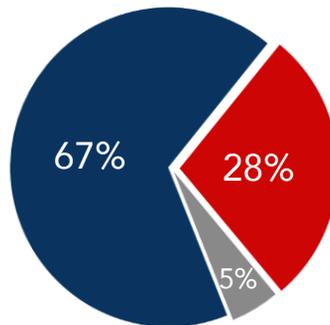
**Non**, car il a déjà annoncé plus de 10 milliards d'euros de mesures en décembre avant le grand débat national

## L'impact sur le déficit public

Vous inquiéteriez-vous si le chef de l'Etat annonçait des mesures qui creuseraient le déficit public ?

### Décideurs

**Oui**, car la dette de la France est déjà élevée (près de 100 % du PIB)

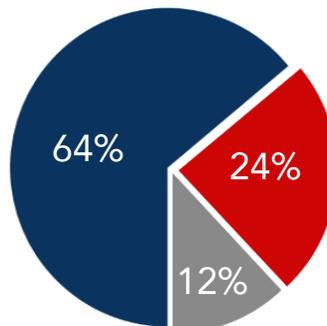


Non réponse

**Non**, car la France emprunte actuellement à taux bas, et peut donc se permettre d'emprunter

### Grand public

**Oui**, car la dette de la France est déjà élevée (près de 100 % du PIB)



Non réponse

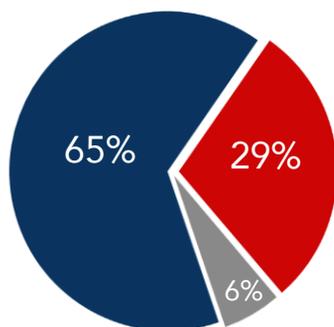
**Non**, car la France emprunte actuellement à taux bas, et peut donc se permettre d'emprunter

## La nécessité d'agir pour réduire la dépense publique

Le Président de la République et le gouvernement doivent-ils selon vous prendre à l'issue du grand débat des mesures fortes pour réduire la dépense publique ?

### Décideurs

Oui, car c'est une priorité actuellement

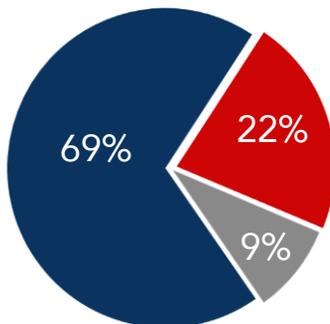


Non, car ce n'est pas la priorité actuellement

Non réponse

### Grand public

Oui, car c'est une priorité actuellement



Non, car ce n'est pas la priorité actuellement

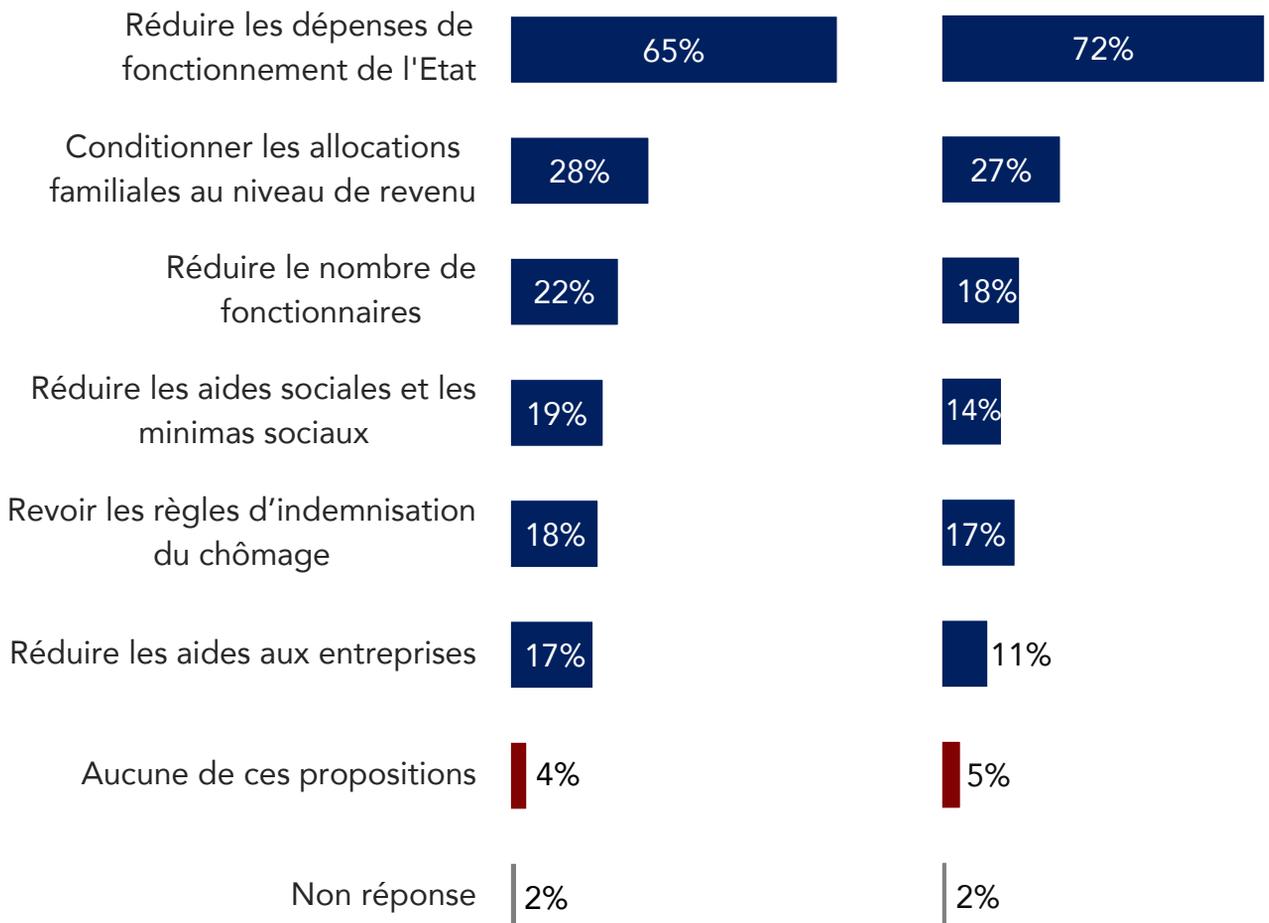
Non réponse

## Les mesures prioritaires pour réduire la dépense publique

Quelles mesures devraient être prises en priorité, selon vous, pour réduire la dépense publique ?

### Décideurs

### Grand public



Deux réponses possibles : total supérieur à 100 %



## Le rythme souhaité des réformes

*Un certain nombre de réformes économiques et sociales sont prévues pour les prochains mois (réforme des retraites, de la fonction publique, de l'assurance-chômage, etc.).*

Le Président de la République et le gouvernement doivent-ils selon vous... ?

### Décideurs

### Grand public

Poursuivre les réformes au même rythme que prévu avant la crise des gilets jaunes

38%

Sous-total  
« Poursuivre »

28%

Sous-total  
« Poursuivre »

63 %

48 %

Poursuivre les réformes, mais en décalant le calendrier de quelques mois

25%

20%

Suspendre ces réformes, car ce n'est plus la priorité aujourd'hui et il ne faut pas alimenter la colère sociale

32%

42%

Non réponse

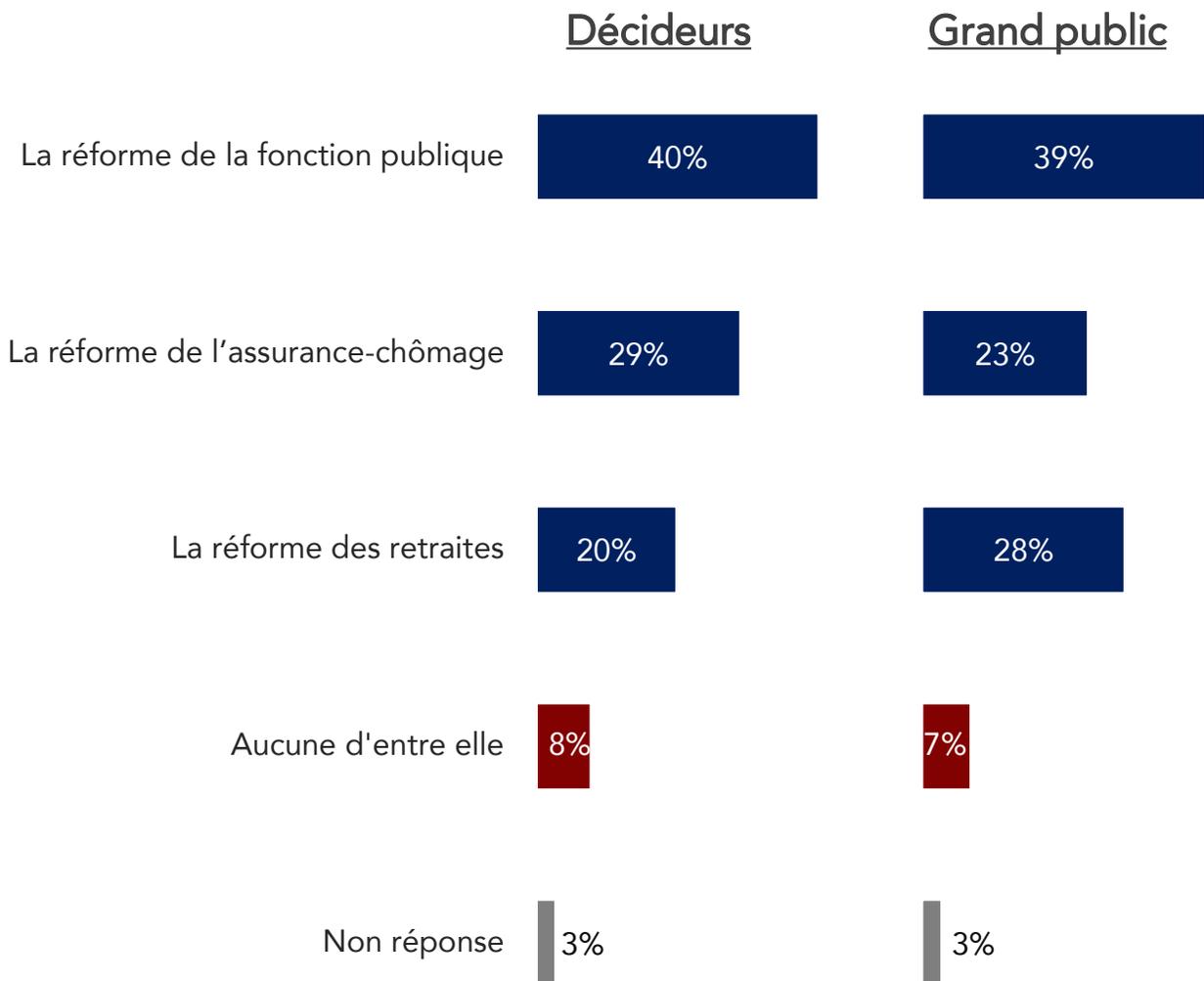
5%

10%

## Les réformes prioritaires

*Aux personnes ne souhaitant pas suspendre les réformes :*

Quelle est selon vous la réforme qu'il faut mener en priorité dans les prochains mois ?



# VI VOICE

« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. » Joris-Karl Huysmans



## Études Conseil Stratégie pour l'avenir des entreprises et des institutions Paris - Londres - Casablanca



Les récentes études d'opinion Viaoice réalisées pour  
HEC, *Libération*, *Le Figaro*, *Les Échos*, BFM Business, France 2, RTL et France Inter  
sont consultables sur [www.institut-viaoice.com](http://www.institut-viaoice.com)  
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viaoice est une SAS indépendante.